M 2414 - 328 - 2,50 F

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements : 20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements : Chèque bancaire à l'ordre de SARO ou chèque postal à l'ordre du « Prolétaire »

Abonnements : 1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F pli fermé : 80 F et 40 F
Abonnements de soutien : à partir de 100 F

17e ANNEE - N° 328
LE NUMERO : 2 F 50
20 FB - 1 FS
23 janv. au 5 fév. 1981

La démocratie, forme supérieure du terrorisme bourgeois

La grande presse démocratique française a saisi l'occasion du retour du terrorisme sur la scène de l'actualité en Italie pour se livrer à un brillant exercice de servilité et pour confirmer son rôle d'auxiliaire de la répression bourgeoise.

Il ne faut pas confondre, lit-on dans **Le Monde** du 3 janvier (pour ne citer que lui), la querelle qui est faite par Peyreffitte à ce journal qui ne touche qu'« à l'honorabilité d'un puissant », et l'arrestation en Italie du journaliste Mario Scialoja, inculpé d'avoir interviewé un membre des Brigades Rouges, arrestation qui « concerne l'Etat et la nation ». La presse « indépendante » doit être défendue dans le premier cas. Mais dans le second il serait grave qu'une « discussion déontologique » l'emporte sur le besoin de contrer « l'offensive terroriste » ! Et ce journal de condamner quelques jours plus tard « la confusion des consciences et des tactiques » introduite du fait de la rupture du ***black-out*** de l'information sur les BR par la presse italienne.

Si l'auto-censure de la presse n'est pas possible, on serait conduit, pensent ces démocrates, à la censure légale, au besoin contre la presse incapable de « réserve » ! En d'autres termes, si la démocratie s'avérait incapable de suffisamment de fermeté dans le maintien de l'ordre, on en serait réduit à utiliser d'autres méthodes, s'il le faut contre la démocratie impuissante ! Eh oui, le fascisme — tant honni — ne peut être évité que si la démocratie — tant aimée — se montre plus « fasciste », c'est-à-dire plus efficace que le fascisme ! Délices du capitalisme sénile et pourrissant...

Ce champion de la démocratie impérialiste française qu'est **Le Monde** est vraiment révolté par le fait qu'avec l'exécution du général Calvaligi ou l'enlèvement du juge D'Urso « les responsables de la défense de l'Etat demeurent exposés » (3 janvier) tandis que les terroristes, eux, profitent lâchement de la clandestinité...

Le fait que l'Etat capitaliste dispose de corps gigantesques de répression pour faire respecter les biens et les personnes (de ceux qui ont des biens et une personne, évidemment, c'est-à-dire les capitalistes) ne suffit donc pas. Entre parenthèses, l'Etat italien pourtant réputé si faible, et même déclaré « inexistant » par les bourgeois français, n'a rien moins que 362.000 soldats et 83.500 carabiniers, sans compter les polices régulières ou spéciales, sans parler non plus des cohortes de fonctionnaires assermentés et de juges impartiaux.

Le fait qu'à côté de cela, la bourgeoisie nourrisse des hordes entières de contremaîtres et d'idéologues, de curés et de psychologues, de politiciens et de bonzes syndicaux, qui servent leurs boniments à la classe ouvrière et décrivent complaisamment les inconvénients de la lutte contre l'ordre établi, ne saurait non plus suffire. Entre parenthèses encore, en Italie, tout prolétaire qui pense à organiser ses camarades sans se soumettre aux exigences sacro-saintes de l'économie nationale ou de la paix sociale est dénoncé comme terroriste. Joies de la répression... participative !

Non, tout cela ne suffit pas. A côté des moyens de mensonge, d'intimidation et de répression légaux, la démocratie se paie encore le luxe de moyens de lutte « privés » et « para-légaux ». Et il n'est pas besoin d'être terroriste pour en être victime : voyez Bernadette Devlin et son compagnon auxquels leur campagne pour la solidarité avec les prisonniers de Long Kesh — même limitée à un horizon démocratique — vaut une agression par une bande de tueurs ; si ces tueurs, eux, devaient être mis en prison, ce ne serait que pour être soustraits aux risques d'une juste vengeance.

Que prouve donc ce renforcement de la répression et de la violence bourgeoises, non seulement dans les pays de la périphérie du capitalisme, mais même au

(Suite page 2.)

DANS CE NUMERO

- Janvier 1921, fondation du PC d'Italie à Livourne (2)
- Lutte contre la répression bourgeoise : Italie, France, etc.
- Solidarité avec les expulsés de Saint-Denis.
- L'oppression française en Afrique

Libérez les emprisonnés de Blida !

Comme nous l'avons annoncé dans notre numéro précédent, plusieurs militants et contacts de notre organisation viennent d'être condamnés en Algérie à de lourdes peines de prison pour « complot contre la sûreté de l'Etat ».

Nous appelons tous les révolutionnaires, tous les militants de la cause de l'émancipation prolétarienne, à lutter avec nous pour les arracher des mains de la Sécurité militaire algérienne et obtenir leur transfert dans une prison civile avec statut politique, en attendant de pouvoir arracher leur libération totale.

Nous demandons en particulier à tous nos lecteurs, sympathisants et contacts de participer activement à notre campagne pour la libération des emprisonnés de Blida :

— en versant une souscription pour aider à couvrir les frais de leur défense et la campagne de propagande pour leur libération (chèques bancaires ou postaux à l'ordre de Saro) ;

— en diffusant largement autour d'eux le numéro spécial d'El Oumami sur le procès de Blida, vendu 1 F, qui sera envoyé par quantités sur simple demande ;

— en diffusant et en collant l'affiche format 60×80 « Libérez les emprisonnés de Blida », qui leur sera également envoyée par quantités sur simple demande ;

— en diffusant l'affichette 21×29,7, sur le même thème.

Tous ces matériels sont à demander directement au journal.

Nous sommes sûrs que tous nos lecteurs et sympathisants auront à cœur de soutenir cette campagne et de fournir l'effort financier et militant indispensable pour arracher à la bourgeoisie algérienne les condamnés de Blida.

— Solidarité de classe avec les victimes de la répression bourgeoise !

— Libérez les emprisonnés de Blida !

Diminution du temps de travail

Les ouvriers polonais montrent la voie

En Pologne la classe ouvrière poursuit sa lutte pour la défense de ses conditions de vie et de travail. Alors que sa situation matérielle s'aggrave — la consommation de viande, par exemple, qui avait été la cause immédiate de la révolte de l'été continue à baisser — elle lutte pour arracher une des revendications essentielles et traditionnelles des travailleurs, la diminution du temps de travail. Exploités par le système capitaliste qui sévit en Pologne comme ailleurs, les travailleurs font grève le samedi afin d'arracher la semaine de 5 jours.

La lutte de nos frères de classe polonais est un magnifique encouragement. Elle montre que même dans les terribles conditions que connaissent aujourd'hui les travailleurs — crise, chômage, inflation, diminution du niveau de vie, misère — il est possible malgré tout de lutter contre l'offensive du capital.

La lutte des travailleurs polonais est un magnifique exemple pour les travailleurs des autres nationalités, parce qu'elle montre que ces travailleurs restent sourds à tous les appels à la défense de l'économie nationale. Les discours des dirigeants expliquant au pays que l'introduction du samedi libre provoquerait une baisse de 12 % de la production — alors que la situation du capitalisme polonais est déjà délicate — n'entament pas la résolution des travailleurs. Poussés par des déterminations matérielles ceux-ci ne défendent que leur *intérêt de classe*, et ils le font malgré les appels au calme et à la modération des nouveaux dirigeants syndicaux, Walesa & Co.

Une pression de classe internationale for-

(Suite page 4.)

La guerre civile au Salvador

Le Salvador est le théâtre d'une véritable guerre civile (plus de dix mille morts en 1980). Appuyées par les Etats-Unis et par des pays comme le Venezuela et aidées par des bandes paralégales, l'armée et la garde nationale au service des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie affrontent la lutte des ouvriers, des paysans et de secteurs de la petite-bourgeoisie radicale. La répression est féroce et s'attaque à quiconque ose élever la voix.

La convergence du mouvement ouvrier et paysan avec celui des organisations armées qui s'affrontent à l'Etat résulte d'une nécessité évidente de la guerre sociale. L'exacerbation de la lutte de classe exige un encadrement militaire. La guerre civile exige l'anéantissement de l'adversaire. La classe dominante du Salvador, appuyée par l'impérialisme, l'a très bien compris. C'est pourquoi lorsque le président Romero, pressé par les USA, a demandé en mai 1979 l'ouverture d'un « dialogue national » avec l'opposition démocratique pour mener à bien des réformes bourgeoises, étendre la base sociale du pouvoir à des secteurs plus amples de la bourgeoisie et les intégrer dans l'Etat, la répression ne s'est pas arrêtée pour autant.

L'opposition démocratique exigea alors le départ du général Romero et donna son appui à un plan de réformes patronné par l'armée. Le « Foro Popular », qui avec la Démocratie Chrétienne et le MNR (Mouvement National Révolutionnaire, adhérant à l'Internationale Socialiste), regroupait l'UDN (Union Démocratique Nationaliste, structure légale du PC), les LP-28 (Ligues Populaires du 28 février) et aussi le Front Populaire Unifié par l'intermédiaire de la direction de la fédération syndicale Fenestras, demanda la démocratisation négociée du pays. Les militaires acceptèrent et le 15 octobre 1979 un coup d'Etat militaire donnait le pouvoir à la Junte Révolutionnaire de Gouvernement, soutenue par l'Eglise et composée de deux militaires (Guttiérez, de la « ligne dure », et Majano, officier réformiste), d'un membre du MNR (Guillermo Ungo), de démocrates-chrétiens et d'un représentant de l'UDN, c'est-à-dire du PC, qui occupa le poste de ministre du Travail.

Cet accord était la suite naturelle de toute la politique de l'opposition démocratique, qui avait toujours cherché un accord avec l'armée. Mais le projet réformiste de l'armée et du Foro Popular échoua, parce que l'affrontement de classe ne cessa pas avec la formation de la Junte. Les masses ne rendirent pas les armes et ne se démobilisèrent pas, et l'armée ne cessa pas un instant de les réprimer (plus de cent morts durant la première semaine de gouvernement de la Junte). Les partis démocratiques firent ce qu'ils purent pour appuyer le projet réformiste, et les staliniens de l'UDN déclarèrent à la radio que ce n'était pas l'armée qui avait mitraillé une manifestation le 21 octobre, mais *« des forces occultes opposées à la Junte »*... Cette situation amena les LP-28, qui avaient d'abord eu une attitude ambiguë, laquelle s'inscrivait d'ailleurs dans toute leur orientation passée, à se retirer du Foro Popular. Les autres « organisations révolutionnaires » s'étaient opposées à la Junte depuis le début.

Après le naufrage du projet réformiste d'octobre 1979, les représentants du MNR, le ministre du Travail (UDN) et une aile de la Démocratie Chrétienne démissionnèrent du gouvernement au début janvier 1980. Cette démission n'impliquait pas un changement d'objectifs de la part du réformisme, mais seulement un changement de tactique. Il continuait à poursuivre le rêve d'une alliance entre le « secteur progressiste de l'armée » et les « forces révolutionnaires ».

Quant aux « organisations révolutionnaires », au lieu de dénoncer le rôle infâme joué par les bourgeois et les réformistes démissionnaires afin de leur ôter tout appui social, elles les accueillirent les bras ouverts pour sceller l'*« union des forces révolutionnaires et démocratiques »*. Un manifeste signé par le PC, les Forces Populaires de Libération Farabundo Martí et les Forces Armées de Résistance Nationale déclare : *« L'Union des forces révolutionnaires et démocratiques est une nécessité urgente, elle est une condition indispensable pour la libération du peuple* [...]. *Les militaires honnêtes* [!] *ne veulent pas d'un affrontement entre l'armée et le peuple en armes. Nous partageons ce sentiment et nous sommes sûrs que par leur honnêteté et leur patriotisme, et parce qu'ils font partie du peuple, les militaires occuperont la place qui leur revient à nos côtés. »*

Tout était prêt pour la naissance, le 1er avril 1980, du Front Démocratique Révolutionnaire. Regroupant toutes les organisations démocratiques et « révolutionnaires », celui-ci adopte une « Plate-forme programmatique du gouvernement démocratique révolutionnaire ». Sur le plan international, à l'opposé de toute vision révolutionnaire anti-impérialiste, celle-ci pré-

(Suite page 3.)

La démocratie, forme supérieure du terrorisme bourgeois

(Suite de la page 1)

cœur des forteresses du capitalisme où la classe ouvrière a pourtant encore du mal à se mettre en mouvement ? Cela prouve la peur de la bourgeoisie devant la menace d'un « retour des périls sociaux », que les contradictions de son mode de production amènent inéluctablement.

Les prolétaires ne doivent pas céder au découragement devant cette agitation hystérique du bâton. Ils doivent savoir qu'aucune violence ne peut empêcher les contradictions sociales d'éclater. Ils doivent puiser dans les signes d'impatience manifestés par la révolte de couches « marginales » du prolétariat et même de secteurs de la jeunesse ouvrière, dans leur soif de passer à l'« action directe », la force de reprendre la lutte contre le capitalisme que cette révolte appelle. Ils doivent trouver dans l'aveu du rôle contre-révolutionnaire de la démocratie le courage d'empoigner les seules armes fécondes, celles de la lutte indépendante de classe, de l'organisation ouvrière et, en premier lieu, du parti communiste révolutionnaire. Ils doivent y trouver une raison supplémentaire de porter au cœur des luttes ouvrières qui devront se développer l'exigence de l'autodéfense contre la violence bourgeoise et de la solidarité avec toutes les victimes de la répression capitaliste.

SOUSCRIPTION POUR LA DEFENSE DES CONDAMNES DE BLIDA

Nous appelons tous les militants, lecteurs et sympathisants à manifester leur solidarité active avec nos camarades et contacts frappés par la répression bourgeoise en Algérie en versant une souscription pour leur défense.

*****

Chèques bancaires ou postaux à l'ordre de SARO avec mention Solidarité Algérie.

L'oppression française en Afrique

La victoire des différentes forces regroupées autour de Goukouni Oueddeï avec l'appui militaire de la Libye a donné l'occasion à l'impérialisme français de renforcer son dispositif militaire dans toute cette région. Plusieurs compagnies du 3e régiment de parachutistes (faisant partie de la force d'intervention extérieure) ont été envoyées en Centrafrique, portant à 1.400 hommes les forces militaires françaises dans ce pays. De même l'encadrement militaire français de l'armée nigérienne a été renforcé. A cela il faut ajouter la présence de 4.500 hommes à Djibouti, 1.100 au Sénégal, 600 au Gabon et 430 en Côte-d'Ivoire (pour ne parler que de ce qui est public).

Ces mouvements de troupe répondent à deux objectifs. Le premier est de bien signifier aux impérialismes concurrents (URSS et surtout USA, qui sont le concurrent le plus dangereux pour la France dans cette région) que la France n'entend pas céder du terrain dans cette partie du globe vitale pour elle. En effet si l'intervention libyenne au Tchad a pu être utile pour trancher un conflit entre des forces que la France a toutes aidées, à un moment ou à un autre, et éviter que la continuation des combats, et l'afflux des réfugiés n'aient des répercussions dans les autres pays, il n'en reste pas moins que la France ne peut laisser croire qu'il s'agit d'un recul de sa part, recul qui laisserait le terrain libre pour d'autres (les Russes et même les Américains). Cette inquiétude de la bourgeoisie française est apparue clairement dans l'article du *Monde* du 9 janvier, qui craint que « *la crédibilité militaire de la France* [ne soit] *mise en cause* » et que celle-ci ne laisse le terrain libre aux Américains. Il est vrai qu'une fois de plus des problèmes logistiques pour les militaires français sont apparus, en particulier la faiblesse des moyens de transport aériens, malgré tout le renforcement des forces d'intervention extérieure depuis deux ou trois ans.

Le deuxième objectif, certainement le plus important à court terme, est de préparer la riposte à des soulèvements et des révoltes dans cette région d'Afrique mise en coupe réglée par la France. Rappelons que la France contrôle 74 % du capital au Sénégal, 52 % en Centrafrique, 63 % au Gabon, 41 % en Côte-d'Ivoire, etc. (voir *Programme Communiste* n° 79, p. 73). De même la part du marché qui revenait à la France en 1976 était de 50 % au Mali, 44 % au Sénégal, 40 % pour la Côte-d'Ivoire, 70 % au Niger (*Programme Communiste* n° 76, p. 39). Ces quelques chiffres donnent une idée de l'emprise de l'impérialisme français sur ces pays. Elle va évidemment de pair avec une oppression bestiale des masses de toute cette région, oppression qui, avec la crise mondiale, ne peut que se renforcer. Cela rend cette région du globe, riche en matières premières de toutes sortes, très fragile du point de vue social. En tant que « responsable », dans cette région, de l'ordre impérialiste international, la France prend toutes ses précautions. Ces derniers mois il y a eu une agitation sociale certaine au Sénégal, où la France essaye de replâtrer le pouvoir avec le départ de Senghor, de même au Mali (où la récolte agricole vivrière, en baisse de 50 % sur celle de l'année dernière, n'atteindra cette année que 35 % de ce qu'elle était il y a 10 ans), il semble qu'il y ait eu, fin décembre, une tentative de coup d'Etat de jeunes sous-officiers de l'armée (*Le Monde* du 17 janvier). La récente conférence des pays africains à Lomé a répondu à ces deux objectifs, elle a permis de serrer les rangs dans la chasse gardée française, avec le fait nouveau que le Nigéria (ancienne colonie britannique, un des plus grands pays africains) a emboîté le pas aux autres.

Ainsi tous les préparatifs de l'impérialisme français sont l'indice sûr de tensions sociales croissantes, et il faut s'attendre à des secousses importantes dans les mois qui viennent. Plus que jamais les masses africaines ont besoin de la solidarité active du prolétariat français, plus que jamais la lutte anti-impérialiste de la classe ouvrière est indispensable pour que le prolétariat prépare la force capable de briser un jour les chaînes du capitalisme et de l'impérialisme. Préparer et éveiller cette solidarité, telle est une des tâches primordiales des communistes !

Solidarité avec les expulsés de Saint-Denis

Le 19 novembre 1980, la Sonacotra expulsait, malgré un jugement favorable, 104 résidents du foyer Romain-Rolland de Saint-Denis. Ces résidents continuent leur longue lutte pour imposer le droit au logement pour tous, là où ils le désirent. Comme c'était prévisible, ils se sont heurtés à l'opposition active du PCF qui, en bon gestionnaire municipal, prend ouvertement fait et cause pour la bourgeoisie, et dont la politique anti-immigrés n'est qu'une face de sa politique anti-ouvrière.

Mais écoutons les camarades expulsés : « *Le 23 décembre 1980, une délégation composée uniquement de résidents s'est rendue à la mairie de Saint-Denis pour déposer une pétition signée par 400 habitants du quartier* [et qui demandait à la municipalité de leur fournir un hébergement décent pour continuer la lutte, NDR]. *M. Berthelot, maire communiste, refuse toute discussion avec la délégation, déclare : « vous n'avez qu'à retourner dans votre pays... », et oblige les résidents à sortir de la mairie par la force. Un résident est frappé violemment par l'adjoint au maire, M. Lorioz* », et devra être hospitalisé. Le lendemain, c'était l'attaque du foyer de la rue des Fusillés à Vitry par un commando du PCF. Et ce n'est pas tout : à Nanterre, l'adjoint au maire communiste veut limiter le logement des travailleurs des DOM-TOM « *sous prétexte* — comme disent les résidents de Saint-Denis — *que ces gens vivent d'une autre façon* »...

Non content de saboter ainsi par la violence la lutte des résidents, le PC s'efforce de dresser les travailleurs contre eux. Dans une déclaration diffusée à Saint-Denis, la section locale du PCF ose affirmer : « *Ceux qui ont osé pendant cinq ans prôner la grève illimitée des loyers ou le refus de véritables négociations, ne sont-ils pas responsables de l'expulsion ?* » Et dans un autre tract : « *Ces individus* [les résidents venus apporter la pétition à la mairie, NDR], *dirigés par des hommes bien connus du Ministère de l'Intérieur, cherchaient l'affrontement et avaient tout préparé en conséquence* [...]. *Seul le sang-froid des travailleurs, des militants, du Parti Communiste a permis de déjouer cette provocation montée par le Préfet et le Pouvoir avec l'aide de quelques individus louches qui manœuvrent, y compris par la menace, quelques immigrés dans le besoin* [...]. *De par leur attitude qui se voulait jusqu'auboutiste (pas de paiement pendant 6 ans, refus de négocier) ils ont divisé les immigrés du foyer, ils ont empêché l'unité indispensable entre Français et Immigrés, permis l'intervention de la police, et pendant ce temps la Sonacotra fait ce qu'elle veut, impose des conditions de logement déplorables.* » Pour les pompiers sociaux, c'est bien connu, ce sont les travailleurs combatifs qui sont responsables de la répression et qui divisent la classe ouvrière...

Il est à noter que face à cette attaque grossière et à la volonté déterminée des résidents en lutte d'y riposter en la dénon-

(Suite page 4.)

Lutte contre la répression bourgeoise

• En Italie

1.087 prisonniers politiques reconnus officiellement en Italie. Ce qui fait en réalité plus de 3.000 prisonniers, dont beaucoup sont des prolétaires poussés par la haine du capitalisme. « Comment ? », diront les bonnes âmes-style-défense-des-droits-de-l'homme, dans l'Italie d'aujourd'hui, dans l'Italie démocratique, avec son Etat si faible, son Parti « communiste » si fort ? Eh oui, c'est bien grâce à l'étroite collaboration de l'un et de l'autre que l'Italie est le pays occidental qui détient le plus grand nombre de prisonniers politiques. Même son code pénal est resté le même depuis 1930 : c'est grâce au code Rocco, code fasciste, que les flics démocratiques italiens emprisonnent à tour de bras. Grâce à des mesures portant les noms de « précaution », de « prévention», de « sécurité publique » qui, selon le président du conseil des ministres italien, sont rendues nécessaires parce que « les Italiens [comprendre : les bourgeois et leurs chiens de garde de gauche] demandent à l'Etat [...] et à la police une meilleure protection, ils revendiquent le droit fondamental à être libérés de la peur de la violence ». Peur de la violence des prolétaires dans les usines, dans les quartiers... Alors les bourgeois ont rajouté une clause que même les fascistes n'avaient pas eu l'idée d'utiliser : on peut emprisonner quiconque pourrait être « amené à être terroriste ». Les bourgeois insécurisés ne s'arrêtent devant aucune limite « démocratique » : ils condamnent même les intentions...

Le nombre important de « terroristes » emprisonnés montre aujourd'hui que la répression politique est un phénomène de masse, qu'elle touche de plus en plus des militants ouvriers essayant, bien ou mal, là n'est pas la question, d'organiser la riposte contre l'exploitation capitaliste. La nature sociale des « terroristes » s'est donc transformée avec l'approfondissement de la crise. Cette transformation exprime, de fait, une tentative de lutte de certains secteurs de la classe ouvrière, celui de la jeunesse en particulier. Cette tentative, il est vrai, repose sur la convergence d'une impatience, saine en elle-même, avec une idéologie « romantique ».

Pour dépasser le terrorisme, c'est-à-dire refuser la fausse alternative : ou soumission ou terrorisme excitatif, il faut deux conditions : d'une part, la mobilisation de secteurs plus larges de la classe ouvrière qui permettra de ne plus laisser isolés les éléments les plus combatifs et l'autre condition, tout aussi indispensable, est l'action du Parti basée sur le besoin de la lutte de classe ouverte en opposition à toutes les variantes « de gauche » des diverses idéologies non prolétariennes.

C'est alors que le courage, l'héroïsme et la détermination des militants ouvriers pourront être soudés au besoin de la lutte et de la défense de la classe exploitée contre toutes les formes de la violence et du banditisme capitalistes, au lieu de se diluer et se perdre dans une vision fausse de l'Etat et de la lutte contre lui.

• Irlande

Devant les risques d'émeute en Irlande du Nord, l'impérialisme britannique a dû reculer, et annoncer une réforme pénitentiaire qui tiendrait compte des revendications des grévistes de la faim. Mais l'isolement international de la lutte, dû au premier chef à la social-démocratie et au stalinisme, mais aussi au caractère interclassiste et humanitaire de la campagne, a permis que l'impérialisme britannique tire son épingle du jeu en ne reconnaissant pas le statut politique pour les prisonniers républicains. Le résultat est qu'à l'heure actuelle aucune des revendications n'a été réellement satisfaite, mais que les prisonniers se sont trouvés divisés : certains arrêtant la grève de l'hygiène, d'autres la continuant.

• Espagne

En août 1980, le nombre de prisonniers politiques basques s'élevait en Espagne à 157, selon l'hebdomadaire basque *Punto y hora de Euskalherria*. Nous ne disposons pas du nombre des autres prisonniers politiques, comme les membres du GRAPO ou d'autres groupes.

• En France

Si les amortisseurs dont dispose l'impérialisme français sont bien plus puissants que ceux de l'« impérialisme en haillons » italien, ses armes répressives sont aussi bien plus perfectionnées. C'est au point que les bourgeois italiens envient notre Cour de sûreté de l'Etat. N'existe-t-il pas les décrets-loi du 15-12-79 disant que « quiconque ENCOURAGE, constitue, organise ou dirige des associations ayant pour but des actes de violence [...] peut être puni d'une peine allant jusqu'à quatre années de détention » ?

Nous reviendrons un jour sur les progrès réalisés dans la démocratie blindée par la loi « Sécurité et Liberté », qui a l'avantage de démystifier la « justice », « la réparation », l'« amendement » par la peine pénale, etc., et de les présenter comme de simples instruments de la terreur bourgeoise. Mais une chose est sûre : même sans l'aide de ces prouesses peyreffitesques, l'Etat dispose déjà d'assez de lois, règlements, usages, etc., pour justifier tout ce qu'il veut, amenant donc lui-même toutes les questions de droit, de justice, etc. sur leur véritable terrain : celui de la force.

Ce ne sont pas seulement les lois qui sont plus draconiennes, ce sont aussi les conditions de détention, l'assimilation pratique de plus en plus fréquente des prisonniers politiques aux prisonniers de droit commun, l'aggravation de l'isolement des prisonniers. Ce n'est pas seulement en Italie ou en Irlande qu'il existe des prisons « spéciales ». La France connaît les QHS (quartiers de haute sécurité) et les QSR (quartiers de surveillance renforcée), qui sont de véritables camps de concentration et de destruction individuelle des prisonniers.

Une telle situation exige d'introduire dans la lutte ouvrière la défense des prisonniers : non seulement celle des prisonniers « politiques » avoués, mais des autres, souvent politiques de fait, et même de ceux qui sont emprisonnés pour seul crime de misère et que nous ne confondons pas avec la pègre, véritable institution capitaliste sur laquelle repose l'ordre établi et que l'Etat utilise contre la classe ouvrière. Elle exige aussi la lutte pour briser l'isolement des prisonniers, en particulier contre les conditions inhumaines de détention systématiquement organisées dans les prisons spéciales, type QSR ou QHS.

Les prisonniers politiques de l'Etat français

Le mardi 13 janvier commençait aux assises de Versailles le procès politique, maquillé en « droit commun », de sept indépendantistes tahitiens. A Tahiti comme aux Antilles et en Guyane, en Nouvelle-Calédonie ou à la Réunion, la répression coloniale est la réponse à une révolte que nous saluons.

La répression frappe aussi les militants autonomistes corses et bretons, ainsi que les militants antinucléaires ayant affronté l'Etat.

Elle touche également les travailleurs combatifs lors de conflits du travail, ainsi que des prolétaires et militants pris au hasard dans des manifestations et qui servent d'otages.

Mais la bourgeoisie frappe aussi sans ménagement les militants terroristes qui se revendiquent de la classe ouvrière comme ceux des NAPAP, des GARI, dont dix militants comparaissaient devant les assises de Paris le lundi 19 janvier, Action directe, etc.

A NOS LECTEURS

Vu les difficultés d'information, nous sommes dans l'incapacité de donner un tableau précis de la répression politique de l'Etat français. Nous invitons donc tous les lecteurs à nous signaler les cas connus, avec tous les renseignements nécessaires (noms, peines, conditions et lieu de détention, chefs d'inculpation, etc.), afin de nous aider à dresser ce tableau que nous publierons.

Soutenez la presse internationale du Parti ! Souscrivez !

Janvier 1921, fondation à Livourne du Parti Communiste d'Italie (2)

La lutte pour forger le parti de la révolution

Nous avons relaté dans notre dernier numéro la lutte qui, au sein du Parti Socialiste Italien, précéda la scission de Livourne de janvier 1921, en donnant une place particulière au « maximalisme » soi-disant révolutionnaire, mais partisan farouche de l'unité avec les réformistes social-démocrates. Cette scission fut, en Italie, plus radicale qu'ailleurs, parce que l'Internationale put s'appuyer sur un courant authentiquement communiste qui depuis des années préparait la formation du parti de classe par la lutte la plus vigoureuse contre toutes les variantes de l'opportunisme, droitières, mais aussi centristes ou prétendument de gauche. C'est pourquoi, tout au long du Congrès de Livourne, la Gauche communiste va être à l'offensive, la droite et le centre étant en position d'accusés.

***

Coupant dès le début l'herbe sous le pied des maximalistes, le rapporteur de la Gauche affirme dès l'abord que la question de la scission du PSI n'est pas une question italienne, mais fait partie d'un problème international : celui de la dégénérescence et de la faillite de la IIe Internationale, celui de la lutte mondiale entre le communisme et la social-démocratie.

Non, « *tous les moyens* » ne sont pas bons ! L'idée centrale du discours est celle de l'*inconciliabilité* entre méthode social-démocrate et méthode communiste : entre les réformistes, qui ont renoncé à détruire le capitalisme et ne visent qu'à l'améliorer, et les communistes, pour qui *seule* la révolution permet de résoudre durablement les problèmes du prolétariat et dont toute l'action est orientée vers la préparation de la révolution et de la dictature. Par conséquent ce qui fait le parti révolutionnaire ce n'est pas, contrairement à ce qu'avait affirmé Serrati à Moscou, la situation révolutionnaire. Les révolutionnaires, ce sont ceux qui orientent toute leur lutte et toute leur action *en fonction* du but révolutionnaire, même s'il n'est pas immédiatement à l'ordre du jour. Il ne s'agit pas de faire la révolution aujourd'hui ou demain (Bordiga ne se faisait aucune illusion sur la situation), il s'agit d'abord de la *préparer*, y compris dans les situations non révolutionnaires, en sachant bien que le parti qui n'est pas révolutionnaire dans les périodes non révolutionnaires, ne le sera jamais à l'heure de la révolution.

Le discours de Livourne développe longuement cette idée, de l'impossibilité de se servir pour la révolution d'un parti social-démocrate et de la nécessité de construire *une autre « machine »*, entièrement nouvelle et différente, entièrement agencée en fonction de la préparation révolutionnaire. Brossant un vaste tableau historique de l'évolution de la IIe Internationale, la Gauche montre que l'opportunisme n'est pas un phénomène moral, ni découlant de la conscience ou de la volonté des individus : il est *déterminé* par toute une histoire, faite de décennies de pratique corporatiste en économie, électoraliste en politique. La guerre et l'après-guerre l'ont montré sur le plan international : une fois lancée, la « *machine* » de la collaboration de classe ne peut plus revenir en arrière, changer quand la situation change. La théorie réformiste est démolie par l'histoire, mais le réformisme reste, et il choisit son camp : inéluctablement, le camp bourgeois.

La conclusion qui s'impose est nécessairement celle-ci : dans tous les pays la nature et la fonction de la social-démocratie sont les mêmes. Même là où, comme en Italie, elle n'a pas eu encore l'occasion de trahir ouvertement, elle devra nécessairement le faire un jour. Comme la Gauche l'avait affirmé un an et demi plus tôt au Congrès de Bologne en tirant les leçons d'Octobre et de l'après-guerre allemand et hongrois : « *Au moment décisif de son histoire, la bourgeoisie ne se défend pas au moyen de partis bourgeois. Dans la bataille suprême contre la révolution qui avance, elle se défend au moyen de la méthode social-démocrate* » (1). C'est pourquoi il faut se séparer de la social-démocratie *avant* qu'elle ne trahisse. Et c'est pourquoi il ne peut y avoir aucune collaboration avec elle.

Face à cela, les arguments du maximalisme tombaient d'eux-mêmes. Les conditions de la scission (la révolution) ne sont pas mûres ? Mais « *au sens marxiste, la tâche du parti est précisément de se préparer* à l'avance *pour le moment du conflit, d'organiser* à l'avance [previous organisation !] *des troupes autour de son drapeau et d'y admettre* exclusivement *ceux dont on est sûr qu'ils prendront la bonne voie au moment crucial* » (2). La droite italienne est meilleure que les autres ? Mais la fonction de la social-démocratie internationale est partout la même. La droite accepte de se soumettre avec discipline au programme adopté au Congrès de Bologne ? Mais on ne peut pas « *donner un programme révolutionnaire à un appareil de parti non révolutionnaire et doter d'un drapeau révolutionnaire une armée qui ne l'est pas* » (3). D'ailleurs, comme la Gauche l'avait déjà dit au IIe Congrès de l'IC : « *A l'égard du programme, il n'existe pas de discipline. Ou on l'accepte, ou on ne l'accepte pas, et dans ce cas on sort du parti. Le programme est une chose qui nous est commune à tous, ce n'est pas la chose d'une majorité de camarades du parti* » (4).

Pour la Gauche, les arguments des maximalistes ne faisaient que confirmer leur appartenance de plein droit au tronc de la social-démocratie, et le fait que la scission devait se faire *aussi contre eux*. Bordiga montre que leur besoin de se rapprocher de la droite contre l'offensive des communistes les a amenés à atténuer les thèses qu'ils avaient soutenues au précédent Congrès de Bologne, en prostituant les principes fondamentaux qui distinguent le communisme. Surtout, il montre que l'argument fondamental du maximalisme, celui de l'unité avec la droite, présentée comme condition nécessaire de la révolution parce que ce sont les réformistes qui contrôlent la plupart des syndicats, des coopératives, des municipalités, etc., va précisément dans le même sens : celui du reniement de la conception marxiste de l'Etat, pour se rapprocher de la conception *gradualiste* typique du réformisme. On ne peut marier réformisme et révolution. On ne peut faire de la conquête des prétendus « *bastions* » des préalables à la révolution, des bribes de pouvoir prolétarien au sein du capitalisme. Le prolétariat n'a *rien* tant qu'il n'a pas le pouvoir. Aux mains des réformistes, ces « *conquêtes* » peuvent même se révéler comme autant de « *bastions* » de la contre-révolution. La révolution n'est pas une question de conquêtes graduelles, mais de heurt force contre force, c'est-à-dire qu'elle est d'abord *une question de parti*.

Ce parti, il fallait le constituer « *sur des bases exactement opposées à celles de la social-démocratie* » : ce sont ces bases que l'IC avait posées à son IIe Congrès, avec son corps de thèses et ses 21 conditions d'admission, en fixant les normes d'action et d'organisation des partis communistes en fonction des principes et de la théorie révolutionnaires. C'est sur ces bases que le Parti Communiste d'Italie s'est constitué à Livourne.

***

Ainsi, cette scission de Livourne que Gramsci appellera plus tard, lorsqu'il sera revenu à ses origines centristes en échappant à la poigne de fer de la Gauche à la faveur de la dégénérescence de l'IC, « *le plus grand triomphe de la réaction* », la Gauche non seulement ne l'a pas subie, à la manière des Cachin-Frossard ou, dans une certaine mesure, de l'ordinovisme, mais elle l'a préparée et fermement voulue. Peu lui importait en l'occurrence d'avoir la minorité au Congrès (58.783 voix contre 98.028 pour le centre et 14.695 pour la droite) et de devoir par conséquent s'exclure elle-même du PSI au lieu d'en exclure les autres. Comme l'avait déjà dit Zinoviev au IIe Congrès de l'IC : « *Nous ne courons pas après le nombre. Nous ne voulons pas avoir de chaînes aux pieds.* »

Avec Livourne, les communistes disposent maintenant de l'outil révolutionnaire, de cette force formidable qu'est le parti. Il est malheureusement tard : le plus fort de la vague sociale est passé, et le parti va surtout avoir dans l'immédiat à organiser la défense contre l'offensive fasciste tout en se préparant pour des jours meilleurs. Comme la Gauche l'écrira quatre mois plus tard dans un de nos textes classiques de parti, « *on ne crée pas les partis ni les révolutions, on les dirige* ». Il ne naîtra jamais de parti « pur », né à l'heure H, en éprouvette, par la seule volonté d'une élite. Le parti fondé à Livourne ne fait pas exception à la règle : il est aussi le *produit* d'une certaine situation historique et d'un certain alignement de forces, et la scission ne fut certainement pas aussi « à gauche » que nous l'aurions souhaité. Mais elle fut le plus « à gauche » qu'il était *possible* selon les conditions historiques, également internationales, du moment. Et cela précisément grâce à l'action préalable de la Fraction Communiste Abstentionniste qui lutta pour le préparer, le forger, en accord total avec les principes de l'IC, et qui put, pour cette raison, « *diriger* » les forces, même « impures », qui y convergèrent et qui, effectivement, se plièrent à sa direction, tant que la dégénérescence de l'IC ne vint pas modifier la situation. C'est pour cela également que la contre-révolution stalinienne, si elle s'est appuyée sur les PC français ou allemand, a dû au contraire *briser* le magnifique instrument forgé à Livourne.

La contre-révolution stalinienne a pu briser le Parti Communiste d'Italie, mais elle n'a pu détruire son programme. Renouant après la guerre le fil brisé, notre parti a pu s'appuyer sur ce programme et sur la tradition du PC d'Italie dirigé par la Gauche, que nous revendiquons toujours parmi « *ce qui nous distingue* ».

(1) Dans « En mémoire d'A. Bordiga : la Gauche communiste sur le chemin de la révolution », *Programme Communiste* n° 50, p. 42. Ce numéro contient l'intégralité des discours prononcés par Bordiga au Congrès de Bologne du PSI, au IIe Congrès de l'IC, et au Congrès de Livourne.

(2) *Ibidem*, p. 68.

(3) *Ibidem*, p. 67.

(4) *Programme Communiste* n° 50, *cit.*, p. 49.

La guerre civile au Salvador

(Suite de la page 1)

conise « *la solidarité, la coexistence pacifique, l'égalité des droits et le respect mutuel entre les Etats* ». Sur le plan politique, elle préconise un gouvernement regroupant « *des représentants du mouvement révolutionnaire et populaire, des partis, organisations, secteurs et personnalités démocratiques, ainsi que des membres des professions libérales honnêtes* [de toute évidence, l'« honnêteté » est une idée fixe de ces « révolutionnaires »], *le clergé progressiste, des partis démocratiques comme le MNR, les secteurs avancés de la Démocratie Chrétienne, enfin les officiers dignes et honnêtes de l'armée qui seraient disposés à servir les intérêts du Peuple* ». Sur le plan militaire, il s'agira de « *renforcer et développer l'armée populaire, à laquelle s'incorporeront les soldats, sous-officiers, officiers* [!], *et chefs* [!!] *de l'armée actuelle qui auront eu une conduite digne et honnête* » (cette « *conduite honnête* » de la hiérarchie militaire et des chefs de l'armée, qui durant des dizaines d'années a massacré les ouvriers et les paysans, et a depuis toujours été entraînée par l'impérialisme, les masses exploitées du Salvador la connaissent bien !).

Le bas de cette trajectoire descendante du radicalisme bourgeois de type populaire et castriste a été atteint avec la nomination, le 2 janvier 1981, de Guillermo Ungo, ancien ministre de la première Junte militaire et secrétaire de la confédération permanente des Partis social-démocrates du continent américain, comme président du Front Démocratique Révolutionnaire.

Une nouvelle preuve de la subordination de la lutte des masses ouvrières et paysannes exploitées aux exigences de la bourgeoisie réformiste a été donnée par la « grève insurrectionnelle » de trois journées lancée le 12 août 1980 par le FDR, « *qui par cette action s'efforce précisément de démontrer à l'opinion extérieure* [c'est-à-dire aux Etats-Unis et autres pays américains] *l'appui populaire dont il bénéficie et qu'il signale comme une force dont il faudra tenir compte dans toute solution de la crise salvadorienne* » (*El País* du 15-8-1980). Cet exercice de publicité coûta aux masses plusieurs centaines de morts.

***

La révolution populaire constitutionnelle de février 1848 en France aurait dû être le détonateur de la vague révolutionnaire démocratique-bourgeoise dans le vieux continent, et amener la défaite de ce qui était alors le pilier de la contre-révolution, le tsarisme russe. Mais par elles-mêmes, la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie n'eurent la force que de réprimer le prolétariat parisien insurgé en juin 1848. La lutte populaire au Salvador représente le prolongement tardif de la vague qui a secoué l'Amérique latine dans le second après-guerre, et sa victoire éventuelle sonnera le glas du radicalisme bourgeois anti-impérialiste de naguère.

Quelle serait donc la meilleure issue de la lutte présente du point de vue du prolétariat ? Dans les conditions actuelles, ce serait que les masses travailleuses et la paysannerie, qui ont combattu héroïquement contre le régime, empêchent tout compromis viable entre le FDR, l'oligarchie dominante et un secteur de l'armée, détruisent toutes les structures répressives et militaires de l'Etat, et imposent l'expropriation des propriétaires fonciers et de l'impérialisme. Ceci porterait un coup considérable à l'ordre bourgeois sur le plan politique et social, et affaiblirait en conséquence la possibilité d'un retour à la situation politique et sociale antérieure, possibilité qui sera d'autant plus menaçante que la victoire du bloc populaire sera moins radicale.

Que ferait un parti révolutionnaire de classe au Salvador ? Il devrait impulser de toutes ses forces la lutte du prolétariat et des masses paysannes, qui constituent la force de choc de la guerre actuelle, par un travail d'organisation et de participation aux luttes immédiates, contre la classe dominante, son Etat et ses bandes armées, lutte au service de laquelle il serait indispensable de constituer des organes militaires d'autodéfense armée. Il devrait aussi mener un travail antimilitariste parmi les soldats. Son but ? Une insurrection victorieuse, la destruction de l'armée bourgeoise et l'expropriation des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie et de l'impérialisme, par l'instauration de la dictature du prolétariat, qui devrait compter sur l'appui des larges masses révolutionnaires de la paysannerie et qui serait à son tour une étape de la révolution continentale américaine. Pour cela, le parti révolutionnaire de classe devrait préserver sa totale indépendance politique et organisative vis-à-vis de toutes les forces bourgeoises et petites-bourgeoises, et combattre les efforts de la bourgeoisie réformiste et de ses alliés petits-bourgeois pour canaliser la lutte des ouvriers et des paysans vers une réforme constitutionnelle de l'ordre bourgeois, ordre dont les structures sociales seront d'autant moins ébranlées que le mouvement des masses exploitées sera davantage subordonné à la direction de la bourgeoisie démocratique. Une telle indépendance est même indispensable dans l'immédiat, en cas de victoire des forces démocratiques, pour obliger le régime bourgeois à tenir ses promesses politiques et sociales et pour arracher les libertés d'association, de presse, de grève pour le mouvement ouvrier et la paysannerie pauvre, en conquérant ainsi contre l'Etat capitaliste l'espace nécessaire pour le développement le plus large de la lutte des classes qui ne pourra manquer de se déchaîner au sein du « bloc d'opposition » actuel.

Même en dehors de ces possibilités historiques, encore fermées par l'absence du parti de classe, nous ne sommes ni ne pouvons être indifférents à la défaite militaire et insurrectionnelle de l'armée et de l'oligarchie dominante. Au contraire, nous la souhaitons vivement, et ce pour des raisons de caractère *objectif* qui n'ont rien à voir avec la défense des principes et du programme démocratiques et nationaux, ni avec un quelconque appui, politique ou organisatif, au Front Démocratique Révolutionnaire. En premier lieu, parce que même la victoire d'une révolution purement constitutionnelle (qui signifierait le passage du pouvoir des mains de l'oligarchie actuelle à celles d'un bloc de forces bourgeoises et petites-bourgeoises) déblaierait le terrain pour le développement le plus ample et le plus profond de la lutte de classe et pour la rupture au sein du « peuple ». Ensuite, parce que cette victoire, de même que la victoire du sandinisme, serait un pas en avant qui rendrait plus homogène la lutte de classe en Amérique Centrale et dans le reste de l'Amérique Latine, en mettant les masses prolétariennes et paysannes pauvres face à face avec le bloc, plus ou moins unifié, des forces bourgeoises. Enfin, parce que la trajectoire finale du révolutionnarisme de l'OLAS (Organisation Latino-Américaine de Solidarité) et sa participation ouverte à l'Etat bourgeois, plus ou moins réformé, serait la preuve matérielle pour tout le prolétariat latino-américain que la lutte pour son émancipation du capitalisme ne passe pas par les programmes nationaux et démocratiques populaires, mais par la *guerre civile* au sein du « peuple », bloc social informe dans lequel la classe ouvrière et la paysannerie pauvre ne sont que la chair à canon des intérêts bourgeois. Dans cette perspective, la défaite de l'oligarchie peut faire naître ainsi de puissants leviers subjectifs contre l'ordre établi et ses infamies, en faisant apparaître l'inanité de *toutes* les solutions bourgeoises à la crise dans laquelle se débat l'Amérique Latine comme le monde entier.

Le Salvador : 21.000 km2 ; 4,3 millions d'habitants avec une densité de 203 habitants par km2 ; 450 dollars US de produit brut par habitant ; la production manufacturière représente 18 % du Produit Intérieur Brut et la production agricole (café, jute, canne à sucre) quelque 30 % ; un problème agraire aigu, car alors que 2.000 propriétés agricoles occupent 40 % des terres cultivées, plus de 130.000 propriétés inférieures à 1 hectare représentent moins de 5 % de la superficie cultivée ; les paysans sans terre se comptent par dizaines de milliers, et ceci alors qu'environ 60 % de la population active travaille dans l'agriculture, où sévissent le chômage et le sous-emploi (plus de 50 % des travailleurs agricoles se trouvent dans ce cas), ainsi que les bas salaires (pendant les trois mois des récoltes, les salaires oscillent entre 5,8 dollars par jour dans le café et 4,2 dollars dans le coton) ; une « bidonvillisation » galopante, et un mouvement ouvrier qui renaît depuis les grèves de 1967.

Toujours plus "socialistes"

• Cuba

Une personnalité officielle a déclaré : « *Le sucre sera pendant longtemps encore un élément décisif de notre vie économique, même lorsque nous aurons cessé d'être un pays agro-industriel pour devenir un pays industrialo-agraire* » (voir *Le Monde*, 21-22 décembre 1980). Ainsi, le « socialisme cubain » est et restera tributaire de la division capitaliste du travail, même s'il parvient à augmenter les « *exportations de produits industriels* » et à diminuer la part du sucre. Il aura beaucoup de mal, d'ailleurs, à y arriver, étant donné la concurrence qui s'accroît sur le marché mondial ; à moins d'exploiter son prolétariat de façon encore plus féroce...

En attendant, Castro nous apprend que « *nous discutons en ce moment, et pour la première fois, la possibilité de supprimer le rationnement pour presque tous les articles industriels, sauf ceux de la consommation de base...* ». Les privilégiés pourront donc acheter librement les articles de luxe. Quant aux articles de consommation *de base*, qu'on ne s'imagine pas que Cuba aurait *dépassé* le stade mercantile ! Au contraire : il y en a si peu, que le marché libre produirait des inégalités encore bien plus criantes que le rationnement actuel et le marché noir qui l'accompagne, et susciterait des réactions, violentes, qui sait ? Le *marché libre* représente pour l'économie cubaine *l'idéal à atteindre* : c'est-y pas du socialisme, ça ?

• Pologne

La *Revue de l'économie polonaise* du 16-31 octobre 1980 nous apprend, entre autres, que :

« *Les chantiers maritimes de construction de yachts « Leonid Teliga » à Szczecin ont conclu, par l'intermédiaire du bureau de commerce extérieur de Navimor, un contrat avec la firme danoise Alimex, portant sur la vente de 200 yachts du type Cruiser 22, livrables en cinq ans.*

Le projet de ce nouveau type de yacht est déjà prêt. Ce sera une unité en stratifié, de 6,6 mètres de long. Elle pourra emporter à bord cinq personnes.

L'équipement des yachts sera assuré par la firme danoise. »

Ainsi, dans un pays où les objets de première nécessité manquent cruellement, sans même parler des produits alimentaires, on fabrique des *objets de luxe* pour le marché mondial. Certes, pour les bourgeois danois, ces yachts représentent des valeurs « d'usage », mais pour les ouvriers polonais ils sont de la *valeur d'échange* à l'état pur. Et comment s'appelle le mode de production dans lequel la production n'est pas déterminée par les besoins humains à satisfaire, mais par l'inexorable nécessité de produire de la *valeur* ? Vous croyez que c'est le socialisme ?

Les ouvriers polonais montrent la voie

(Suite de la page 1)

midable s'exerce contre les travailleurs polonais. Ce n'est pas seulement la bourgeoisie polonaise qui est contre eux, mais toutes les forces de la Sainte Alliance contre-révolutionnaire : le pape, l'Eglise et toutes les bourgeoisies coalisées. Toutes essayent d'étouffer le mouvement, soit en agitant la menace de la répression — comme le fait la bourgeoisie russe avec l'accord de l'impérialisme occidental — ou même en commençant à réprimer, comme le fait la bourgeoisie polonaise, qui vient de faire évacuer à deux reprises des mairies occupées par des ouvriers, soit en accordant crédits sur crédits — comme le font les pays de l'Ouest, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, RFA.

La lutte de nos frères de classe polonais montre que la lutte est possible pour les travailleurs de tous les pays, ceux du Nord industrialisé comme de ceux du Sud misérable, ceux de l'Ouest officiellement capitaliste comme ceux de l'Est faussement socialiste et que face à l'offensive du capital contre ses conditions de vie et de travail, la classe ouvrière *peut* et *doit* s'organiser pour résister à cette offensive et préparer les conditions d'affrontements plus larges.

Manufrance, Dufour, etc.

Pire que la défaite !

En faisant, en décembre dernier, le bilan des luttes contre les licenciements en France depuis Lip, nous avions souligné les difficultés de ce combat, les limites qu'il rencontre, mais aussi son importance, d'une part pour arracher des améliorations réelles pour les travailleurs, d'autre part pour resserrer leur unité, s'opposer à la division entre ceux qui restent et ceux qu'on veut chasser, et pour affirmer et défendre le droit à la vie des travailleurs contre les soi-disant « priorités » sacrées du droit à la vie de l'entreprise et du capital.

Aujourd'hui, la CGT, et même la CFDT malgré leurs querelles de boutiques, se vantent de leurs « victoires » contre les licenciements : la CGT place ses actions pour la Coopérative ouvrière de Manufrance, et l'on va refabriquer des machines-outils perfectionnées à Dufour-Montreuil (avec ses locaux insalubres et son réfectoire infect). Douteuse victoire si l'on regarde les chiffres : à Manufrance, pour le moment, 500 ouvriers reprendraient le travail, sur 1.875 (le « sauveur » d'entreprises, Tapie, ne demandait, lui, que 800 licenciements pour assainir l'affaire). Chez Dufour l'accord signé avec Profel, le numéro deux de la machine-outil, qui reprend l'affaire, prévoit de réembaucher 300 travailleurs, et 150 dans les mois suivants, sur les 680 employés auparavant. A l'usure, le capitalisme a donc imposé sa loi : réduction des frais par compression du personnel. D'ailleurs, comme le remarque perfidement la CFDT, « *Sans doute, Dufour aurait-il démarré quoi qu'il en soit : un outil de cette importance n'allait pas être longtemps méprisé par le patronat* » (*CFDT-Magazine*, janvier 1981).

Mais aucune lutte n'est assurée du succès total, et ce n'est pas là le plus grave. Ces deux occupations ont été maintenues sous le contrôle de l'opportunisme syndical et politique (les municipalités PC de Montreuil et de Saint-Etienne jouant de leur « aide » et du chantage à sa suppression pour maintenir les travailleurs dans les limites souhaitées) : pas question de faire des occupations d'usine une occasion de rencontres et de vie prolétarienne, un point de ralliement pour d'autres luttes, ou pour les chômeurs (10.000 à Saint-Etienne). Les « solutions » adoptées pour la réembauche des travailleurs sont le couronnement de cet esprit de division, d'isolement, de collaboration de classe et de patriotisme d'entreprise.

A Manufrance, pour le moment, seuls les coopérateurs, payant leur « droit au travail » de leurs indemnités de licenciement et du versement direct de leurs Assedic à la Coopérative, sont repris dans l'entreprise. On comprend que dans ces conditions, le président du conseil général, Neuwirth, ne demande qu'à voir ces braves coopérateurs « prouver que l'affaire est viable ».

A Dufour, la solution adoptée est encore pire du point de vue des intérêts prolétariens ; c'est une « solution française », comme le déclare un tract du PC à Montreuil du 5-12-80 : grand réconfort pour les 350 immigrés que comptait le personnel de Dufour, sur 680 ! Seront-ils assez « français » pour la nouvelle entreprise ? La CGT se glorifie d'avoir imposé dans les négociations que soient repris d'abord les travailleurs qui ont participé à l'occupation, et la CFDT approuve ce critère. S'il s'agissait d'une sorte de prime aux plus combatifs, ce principe serait déjà critiquable : tant pis pour les malades, chargés de famille, travailleurs logés trop loin, c'est une perversion de la lutte collective qui devient objet de sordides marchandages et de division. Spontanément, et pas seulement en France, des occupations d'usine ont opposé à plusieurs reprises à ce critère le mot d'ordre unificateur : « *Tous ou personne !* ». Mais la justification donnée est encore pire : selon la CGT, les occupants doivent bénéficier d'une priorité, « *parce que ceci est une garantie essentielle pour préserver l'avenir de l'entreprise* », à laquelle ils ont prouvé leur attachement !! C'est-à-dire que le tri des travailleurs se fera sur la *base idéale* du point de vue patronal !

Dans un autre de ses fiefs, le puits Destival, dans les Cévennes, la CGT a fait réveillonner les ouvriers au fond de la mine, avec curés et pasteurs, pour bien signifier, dit la *VO* du 7-1-81, que « *les mineurs ne se battent pas que pour eux, mais pour la reconquête de notre charbon* ». Nous appelons au contraire les travailleurs à *ne se battre que pour eux*, et à manifester, dans ces luttes pour le maintien de leurs ressources, comme dans la défense du salaire et la lutte pour la réduction du temps de travail, un salutaire *égoïsme de classe* !

Solidarité avec les expulsés de St-Denis

(Suite de la page 2)

çant pour ce qu'elle est, une attaque anti-ouvrière, les bons apôtres du gauchisme démocratique (LCR, JCR, PCML, rassemblés en compagnie du PSU et de l'AMF derrière l'UL-CFDT et le PS dans un cartel intitulé « comité de vigilance » de Saint-Denis) ont décidé de retirer aux résidents leur prétendu appui, au nom de l' « unité ouvrière »...

Tous les travailleurs et les révolutionnaires sincères doivent apporter tout leur appui aux résidents de Saint-Denis, qui depuis 6 ans constituent le noyau dur de la lutte des foyers et dont on ne peut que saluer la combativité. Cet appui doit être sans préalable, et passer par dessus les divergences qui ont pu ou pourront apparaître dans la conduite de la lutte : la solidarité prolétarienne ne se marchande pas.

Les « Comités de résidents des foyers Sonacotra et AFRP en coordination » appellent à un

RASSEMBLEMENT
le 7 février, à 15 h
place du Colonel-Fabien
« pour protester contre la politique anti-ouvrière du PCF ».

Nous appelons les prolétaires conscients de leurs intérêts de classe à y participer. Il serait de la plus haute importance que des travailleurs français viennent soutenir leurs frères immigrés, non pour faire changer le PCF de politique, mais pour démontrer leur volonté de faire face à la division des rangs ouvriers.

- Non aux expulsions !
- Contre tous les quotas et le contrôle de l'immigration !
- Egalité des droits pour tous les travailleurs !
- Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière !
- Contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme, pour la lutte unie du prolétariat !

SOUSCRIPTION PERMANENTE
LISTE N° 2

Lille : 200 F ; Rouen : 1.630 F ; Lausanne : 5.010 F ; « Solidarité Algérie » : 100 F ; Paris : 466 F + 200 F + 80 F ; PTT « Incendie » : 50 F ; Paris : 88,50 F ; A notre permanence : 385 F + 15 F + 2,50 F.

TOTAL	8.227,00 F
TOTAL PRECEDENT	3.582,00 F
TOTAL GENERAL	11.809,00 F

Vie du Parti

• Réunion de décembre sur les questions syndicales

La dernière réunion des sections françaises du parti en décembre a été consacrée à un bilan de nos interventions sur le terrain de la lutte immédiate.

Elle a commencé par un bref tableau de la situation de la classe ouvrière face à la crise, et des problèmes revendicatifs les plus urgents qui s'imposent à elle (ces questions ont déjà été en partie abordées dans notre presse, ou le seront prochainement) : licenciements, besoin de la défense des chômeurs, attaque renforcée contre les prolétaires immigrés et contre les prolétaires femmes (travail à temps partiel ou « retour au foyer » imposés), efforts de la bourgeoisie pour réduire les « garanties » des catégories moins défavorisées, au moins quant à la sécurité d'emploi, comme les fonctionnaires.

La partie la plus détaillée de la réunion a été consacrée à peser les développements (et quelquefois le dépérissement) des « groupes ouverts » regroupant, en France mais aussi en Italie, des prolétaires et militants sur une base locale ou de branche ou sur une ligne revendicative donnée. Les leçons tirées en Italie de la récente grève à la Fiat, après celles de la grève des hôpitaux de 78 ont permis de donner de nouveaux exemples illustrant des positions que nous avons toujours maintenues et principalement : la nécessité de **préparer les luttes** à travers ces groupes, par un effort d'organisation et pas seulement par une propagande politique générale.

En France, malgré le coup d'arrêt donné par l'ex-extrême gauche, plusieurs types de groupes ouverts subsistent : même quand nous y exerçons une influence relativement importante, nous devons être avertis de leur caractère nécessairement fluctuant et irrégulier, suivre leurs hauts et leurs bas avec ouverture et réalisme sans nous laisser entraîner par eux, intervenir pour éviter aussi que dans la période actuelle, les éléments d'avant-garde les plus actifs dans ces groupes ne soient démoralisés par l'absence de réponse immédiate de la base.

La diversité des expériences invoquées a confirmé que si le parti n'est pas en état pour le moment de lancer et d'organiser de véritables campagnes revendicatives, il est nécessaire pour chaque militant et section impliqués d'affiner et d'adapter aux cas précis nos revendications et nos méthodes de lutte, et de faire bénéficier de cet apprentissage toute l'organisation.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNE

Réunions publiques

• A GRENOBLE

Le jeudi 29 janvier, à 20 h 30,
Salle Millet, 11, rue Millet

• A LYON

Le vendredi 6 février, à 20 h 30,
MAJO de Villeurbanne,
2, impasse Métral,
M° République

Les prolétaires n'ont pas de patrie !
A bas le poison du chauvinisme !

• A PARIS

Le vendredi 30 janvier, à 20 h 30,
27, avenue de Choisy (13e)
M° Porte de Choisy

Il y a 60 ans : Les Congrès de Tours et de Livourne

Soutenez le développement international de la presse du Parti !

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

- **A Bruxelles** : le 2e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

- **A Aix-en-Provence** : vente le 2e samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.
- **A Angers** : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
- **A Arles** : vente sur le marché du boulevard des Lices, le 1er et le 3e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h.
- **A Avignon** : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.
- **A Besançon** : vente le 1er dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté.
- **A Caen** : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 12 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 25 janvier, 8 et 22 février, etc.
- **Grenoble** : vente au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, les dimanches 1er et 15 février, 1er, 15 et 29 mars, etc.
- **Au Havre** : vente au marché d'Harfleur le 1er et le 3e dimanche de chaque mois.
- **Au Mans** : vente sur le marché de Pontlieu, le 2e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.
- **A Laval** : vente sur le marché de la Cathédrale le 1er samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.
- **A Lille** : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.
- **A Lyon** : 17, rue René-Leynaud, Lyon 1er, dans la cour, 2e porte à gauche, les samedi 17 et 31 janvier, 14 et 28 février, de 14 h à 16 h ; vente au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 1er et 15 février, etc.
- **A Nantes** : vente le 1er dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.
- **A Nimes** : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2e et le 4e samedi du mois.
- **A Paris** : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- **A Rouen** : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
- **A Roubaix** : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3e dimanche de chaque mois.
- **A Strasbourg** : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1er et le 3e samedi du mois.
- **A Toulon** : vente au marché du cours L.-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 25 janvier, 8 et 22 février, etc.
- **A Toulouse** : vente au marché Saint-Sernin, le 1er et le 3e dimanche du mois, de 11 h à 12 h.
- **A Valence** : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 25 janvier, 8 et 22 février, etc.

EN SUISSE

- **A Lausanne** : tous les samedis de 10 h à 12 h, 12, rue du Pont, atelier au Rez sup.

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926